

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 25/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEMPOLOG84**

7 avenue André Roussin  
Le Ponant Littoral  
13016 Marseille

Références : D-00792-2024/LRAR N°1A 214 145 3251 2  
Code AIOT : 0006401636

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement TEMPOLOG84 implanté ZAC des Escampades 303 avenue des rouliers 84170 Monteux. L'inspection a été annoncée le 07/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'incendie reste l'événement le plus représenté avec près de 60 % des événements recensés dans la base ARIA, la référence du retour d'expérience sur les accidents technologiques.

Les évolutions réglementaires continuent de renforcer les prescriptions relatives au risque incendie dans les différents arrêtés ministériels comme dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux entrepôts couverts.

Ainsi, au niveau régional, une action coup de poing a été envisagée sur l'année 2024 afin de s'assurer de l'application des règles généralistes devant être mises en place sur les ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEMPOLOG84
- ZAC des Escampades 303 avenue des rousiers 84170 Montoux
- Code AIOT : 0006401636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de TEMPOLOG84 se compose d'un bâtiment de stockage sur les parcelles Section AC / n° 158, 155, 154. Section AK / n° 241, 237, 155. Section AB / n° 64, 66 d'une surface totale d'environ 195 083 m<sup>2</sup> et un volume autorisé de 332 386 m<sup>3</sup>. Le bâtiment est divisé en 6 cellules et est destiné en grande partie au stockage de pneumatiques.

L'installation est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation 1<sup>er</sup> juillet 2002, modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2017 au titre des rubriques 1510-2, 2663-2.b.

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.1. Plan des réseaux	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Lutte contre l'incendie – extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Matériels et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Suites mise en demeure Visite d'inspection du 06/07/2022	AP de Mise en Demeure du 24/11/2021, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Chapitre 1.6 – Modifications et cessation d'activité	Arrêté préfectoral d'autorisation du 28 février 2017, article 1.6.1 – Porter à connaissance.	Mise en demeure	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 21. Consignes	Sans objet
5	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier le respect de certaines prescriptions applicables au site en particulier celles liées à la défense contre l'incendie.

L'exploitant doit fournir les justificatifs et mener les actions correctives exigés pour lever les suites données aux constats.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans des locaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</li> <li>[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un carnet de plans du site avec la localisation des différentes infrastructures du site : localisation des cellules, des locaux techniques (maintenance et charge). Cependant, aucun plan présenté n'avait intégré les risques associés aux locaux et/ou cellules (ou zones) de stockage.</p> <p>L'exploitant indique stocker de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cellules 1 à 4 : stockage de pneumatiques</li> <li>- Cellules 5 et 6 : Stockage d'épices et produits cosmétiques</li> </ul> <p>L'exploitant déclare ne pas stocker de produits dangereux. Cela a été confirmé lors de la visite terrain.</p> <p>Le plan de localisation du système d'extinction automatique est complet et a permis d'identifier les 14 postes de sprinklage installés au sein de l'entrepôt.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet dans un délai de 1 mois, un carnet de plans (ou un plan) localisant la nature des produits stockés dans les cellules et les risques associés dans les zones identifiées (locaux techniques, zones de stockage, ...)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Documents de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.1. Plan des réseaux
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b>  En séance, le plan présenté par l'exploitant n'était pas complet, peu clair voir illisible et ne permet pas la compréhension des réseaux d'alimentation et de collecte.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet dans un délai de 1 mois, un plan complet de ses réseaux d'alimentation (réseau AEP) et de collecte des effluents (réseaux de collecte) légendé et lisible (facilitant la compréhension).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 21. Consignes
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Prescription partielle contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction de fumer ;</li><li>• l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li><li>• les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;</li><li>• les moyens de lutte contre l'incendie ;</li><li>• les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que son personnel est sensibilisé aux risques associés à l'activité du site.  Il indique également que certains employés sont formés notamment aux gestes de premiers secours et que chaque nouvel arrivant suit une formation d'intégration qui porte notamment sur les consignes à respecter (exemples : zones fumeurs, tenu d'exercice d'évacuation du site).  L'exploitant possède un Plan d'Opérations Interne (POI) dans lequel est intégré le Plan de Défense Incendie (PDI).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Lutte contre l'incendie – extinction automatique incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation et entretien EAI
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le

domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiés combustibles et à leurs conditions de stockage.

**Constats :**

L'exploitant indique que son entrepôt est entièrement sprinklé conformément au référentiel APSAD R1.

Les cellules 1 à 4 ont subies des travaux en 2023 afin d'adapter le système d'extinction automatique d'incendie (SEAI) aux produits, pneus, stockés : remplacement de la protection ESFR existante K202 par des protections ESFR K363 (adaptées pour le stockage de pneumatique) et adaptation des sources d'eau existantes.

Dans le compte rendu de vérification semestrielle (rapport de vérification Q1) datant du 15 juillet 2024, il est mentionné que le dernier certificat N1, a été délivré par la société ATSI, suite aux travaux réalisés, le 09/10/2023. Il est rappelé dans ce rapport, dans la rubrique 10, quelques points non conformes sans risque de mise en échec du système et aucun point n'est signalé sur le risque de mise en échec du système.

La visite terrain a permis de vérifier la présence du réseau de sprinklage fonctionnel (ie sous pression).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit dans un délai de 2 mois le rapport de vérification démontrant la levée des non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification Q1 (rubrique 10) du 15 juillet 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures compensatoires

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie, alimenté par deux groupes motopompes diesel, il renforce la surveillance de son installation en mettant en place du gardiennage.</p> <p>Il a pris pour exemple, les travaux de remplacement du système d'extinction d'incendie automatique dans les cellules 1 à 4, réalisés entre 2022 et 2023. Ces travaux ayant entraîné l'arrêt de certains postes de commande, le gardiennage a été renforcé pour surveiller les zones en chantier.</p> <p>L'exploitant dispose d'autres moyens d'extinction incendie, constitués de : 3 poteaux incendie (PI) autour du site, de Robinet Armé d'incendie (RIA) et extincteurs disposés sur tout le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Matériels et moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et vérifications périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment)[...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a établi un contrat d'entretien avec la société BETIS qui assure la maintenance de ses matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport de maintenance Réf. 23050055 en date du 04/07/2023 qui mentionne plusieurs points non conformes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet dans un délai de 2 mois, le ou les rapports de remise en conformité des points soulevés dans <u>le rapport de visite porte coupe-feu</u> et dans <u>le rapport de visite désenfumage naturel</u> issus du rapport de maintenance Réf. 23050055 en date du 04/07/2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>



**N° 7 : Suites mise en demeure Visite d'inspection du 06/07/2022**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/11/2021, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  8.2.5 Moyens de lutte contre l'incendie <ul style="list-style-type: none"><li>L'exploitant doit retrouver l'emplacement des 2 puits, créer les plateformes de stationnement des véhicules d'intervention avec des cannes d'aspiration équipées de raccords conformes aux besoins du SDIS. Des essais de pompage doivent être effectués sur les puits afin de vérifier la disponibilité de 120 m<sup>3</sup>/h par puits. Une fois les travaux effectués, l'exploitant doit faire réceptionner ces ressources d'extinction d'incendie par le service de la Mairie de Monteux en charge du recensement de la Défense Extérieure Contre l'Incendie. <b>sous un délai de 6 mois</b></li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a pu montrer l'installation des cannes d'aspiration équipées de raccords pompiers normalisés . Il informe l'inspection que le SDIS est venu valider l'emplacement de stationnement créé à proximité de chaque puits mais qu'aucun test de débit n'a été réalisé.  L'exploitant s'engage à réaliser rapidement le test de débit dans chaque puits conformément à la prescription contrôlée.  L'exploitant souligne son statut de locataire du site et indique que les tests demandés devraient être à la charge du promoteur du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fourni dans un délai de 1 mois, le test de débit disponible de 120 m <sup>3</sup> /h dans chaque puits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Chapitre 1.6 – Modifications et cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral d'autorisation du 28 février 2017, article 1.6.1 – Porter à connaissance
<b>Thème(s) :</b> Modifications des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté un stockage extérieur sur une grande partie du parking au sud de l'entrepôt.</p> <p>Post-inspection,</p> <p>Après avoir consulté le dossier de l'établissement, l'inspection n'a pas été tenue informée de cette activité de stockage extérieur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet dans un délai de 2 mois un porter à connaissance informant le Préfet des modifications liées à ce stockage extérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois